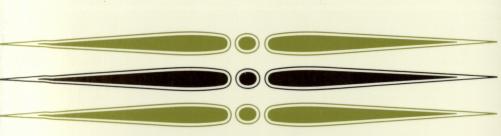
## Emmanuel Berl

# HISTOIRE DE L'EUROPE

La crise révolutionnaire



La suite des temps GALLIMARD Extrait de la publication





∙Éditions Gallimard, 1983.

Le manuscrit original de ce troisième tome de l'Histoire de l'Europe étant perdu, et l'éditeur n'ayant pu disposer que d'un jeu d'épreuves comportant des blancs non corrigés de la main de Berl, nous nous sommes efforcés de les combler en les signalant toutefois entre crochets. (N.D.E.)



### La rupture de l'équilibre classique

Extrait de la publication

L'équilibre de l'Europe classique reposait sur la stabilité et sur la mollesse de ses gouvernements. Aucun chef n'exerçait sur aucun peuple une autorité suffisante pour le rendre formidable aux autres. Depuis Louis XIV, Charles XII et Pierre le Grand, les ressorts de chaque Etat semblaient détendus. Les entreprises conquérantes avaient, les unes après les autres, échoué, dès lors qu'elles n'avaient pas su se borner et se modérer. L'ambition espagnole, brisée une première fois au traité des Pyrénées, l'avait été derechef à la paix d'Utrecht; et quand Alberoni l'avait ranimée elle s'était brisée aussitôt contre une nouvelle coalition, plus forte encore que la précédente. L'ambition française avait abouti aux désastres de 1709, après une série de guerres plus épuisantes encore que glorieuses. Les victoires souvent « écrasantes » des Turcs, pendant plus d'un siècle et demi, n'avaient pas empêché qu'ils ne dussent à la fin évacuer la Hongrie. Les triomphes de Charles XII avaient diminué plus qu'augmenté la Suède, comme les triomphes de Sobieski avaient affaibli plutôt que renforcé la Pologne. C'est pourquoi on vit se développer un peu partout, et d'abord en France et en Angleterre, un conservatisme diplomatique aussi net chez Stanhope que chez Dubois et chez Walpole que chez Fleury: ce conservatisme domina la pensée politique de Louis XV, il domina ensuite l'esprit de Vergennes et celui de Talleyrand. On admit que les conquêtes ne peuvent être gardées que dans la mesure où on les limite, qu'elles risquent toujours de s'avérer, en fin de compte, plus onéreuses que fructueuses. Ce principe semblait si évident qu'on en vint à s'étonner des perversités qui le font méconnaître: Montesquieu regarde Louvois non seulement comme un mauvais Européen mais encore comme un mauvais Français.

A partir de 1740, tout change. Les pouvoirs se renforcent : en Prusse, en Russie, en Autriche, en Angleterre. Une vaste révolution intellectuelle et industrielle transforme l'idée que les souverains et les citoyens se font du gouvernement. L'épopée technique du xixe et du xxe siècle s'amorce déjà. Au fur et à mesure que l'homme se sent moins dominé par la nature, les esprits deviennent plus hardis sinon plus vastes. La jeune science s'estime capable de transformer non seulement le monde matériel, mais encore le monde moral. L'humanisme se transforme en rationalisme. De toutes parts retentit ce « pourquoi pas ? » qui va engendrer tant de miracles et tant de misères. Aussi bien, l'essor du commerce international est-il déjà prodigieux: il décuple en France de Louis XIV à Louis XV. L'accélération des échanges provoque une sorte de vertige : ce qui est importe moins que ce qui va, ce qui doit être. Pour Montesquieu, les lois étaient des rapports que l'on découvre; pour les Encyclopédistes, pour Rousseau, ce sont des rapports que l'on édicte. L'homme ne paraît plus quelque chose qui est donné, avec ses vertus et avec ses vices, avec ses petitesses et avec ses grandeurs, il devient quelque chose qui doit être corrigé; le xixe siècle dira : quelque chose qui doit être surmonté. Plus petit que ses propres créations, l'homme est infiniment inférieur à ses possibilités et à son destin. Rien donc de ce qui existe ne jouit plus de ce préjugé favorable dont la pensée jusqu'alors faisait bénéficier l'être; l'adjectif « nouveau », qui était jadis péjoratif, désigne un éloge. Les politiques qui cherchent à maintenir la vieille Europe font figure d'attardés, comme les cartésiens devant les newtoniens. Ce n'est plus la science qui est faite pour l'homme, mais l'homme qui est fait pour la science; de même, au lieu que l'Etat semble fait pour la nation, la nation semble faite pour l'Etat.

Le triomphe de la raison et la croissance de l'État.

L'Etat se développe suivant le même rythme que les manufactures. Il semble pressentir déjà la puissance que lui conféreront aux siècles suivants les techniques nouvelles. On admet qu'il peut tout, dans l'univers social, comme la raison et le calcul peuvent tout dans l'univers physique.

Rien de plus contraire à cet ensemble de ménagements qui se confondait avec la sagesse et qui garantissait tant bien que mal les personnes — individuelles ou collectives. Dans l'Europe nouvelle qui entend pratiquer la méthode de la table rase et se reconstruire sans tenir compte de son propre passé, le ménagement se nomme préjugé. Il n'y a plus ni fait ni loi. Le fait? On le crée. La loi? On l'édicte. Une même force pousse la philosophie vers l'idéalisme et la politique vers l'étatisme absolu. « Si je n'y consens pas, il n'y a pas de diable », dit à Méphistophélès l'étudiant fichtéen. « Si je n'y consens pas, il n'y a pas de Pologne », avait dit auparavant la Grande Catherine.

On ne sait plus ce qui est impossible, et on ne discerne même plus ce qui est funeste: il n'y a pas de vérité qu'on ne révoque en doute et il n'y a guère d'erreur à laquelle on refuse sa chance: on rit des miracles, mais on croit aux tables tournantes, au baquet de Mesmer<sup>1</sup>. On repousse les fondateurs de religions comme des imposteurs, mais on n'est pas bien sûr que Cagliostro en soit un; on attaque férocement les Eglises, mais on multiplie les sectes, depuis les mormons, quakers et méthodistes, jusqu'aux maçons et aux rose-croix. C'est l'époque des mariages précaires et des liaisons durables, des esprits secs et des cœurs sensibles. L'intelligence augmente ses prises sur le réel et se détache de lui. La notion d'obstacle perd son épaisseur; les concepts, à force d'être analysés, se confondent les uns dans les autres. La France de Law ne sait plus où se séparent la finance, le jeu et la simple escroquerie. Les chancelleries, qui abritent parfois de grands hommes et souvent de vastes desseins, regorgent d'aventuriers dont Mirabeau sera le plus illustre, le chevalier d'Eon le plus pittoresque. La critique récuse tous les pouvoirs, toutes les autorités; elle permet ainsi la formation des despotismes. Comme il n'y a plus de motif pour obéir au droit, il n'y en a pas non plus pour résister au fait. Dans le plan spirituel, le scepticisme total de Faust aboutit

<sup>1.</sup> F.A Mesmer (1734-1815) prétendait avoir découvert le « magnétisme animal », fluide dont il fit le remède à toutes les maladies.

au primat de l'action qu'il divinise. L'action en tant que telle, justifiable par elle seulement, justiciable devant rien, va être l'opium des âmes hyperactives que ce siècle engendre et qui, inlassablement, tourbillonnent dans un univers sans Dieu. Voltaire, qui étudie toutes les sciences, pratique tous les arts, depuis le jardinage jusqu'à l'épopée, qui répond à toutes les lettres, reçoit tous les visiteurs, flatte tous les souverains, plaide pour tous les opprimés, polémique avec tous les folliculaires, qui occupe à lui seul tous les théâtres, tous les éditeurs, et même toutes les chancelleries, qui travaille tellement et qui sait tellement mal pourquoi, exprime d'autant mieux son époque qu'il se dessèche davantage, qu'il tourne plus au squelette et au feu follet.

Le Grand Frédéric aussi, c'est à la fin de son long règne, quand il devient une manière de fantôme voûté entre son cheval blanc et son tricorne noir, qu'il incarne le mieux ce siècle dont il fut l'idole et sans doute le type le plus parfait. Car Voltaire demeure rattaché à l'humain par son système nerveux, par ses vanités, ses coquetteries, ses cupidités, ses susceptibilités, ses rancunes, tandis que le vieux Fritz est détaché de tout, même de ses succès, même de ses dons. Il a été un très grand général — puisqu'il a inventé l'ordre oblique et que Napoléon l'admirait ; un grand diplomate, puisqu'il a fini par dominer une Europe qui le traita d'abord de « Cartouche couronné », puisqu'il parvint toujours à isoler ou à ramener ses adversaires; il a été aussi grand administrateur que grand diplomate; il jouait en outre de la flûte, composait des poèmes, entendait les sciences. Il avait même été un « cœur sensible » dans son adolescence romanesque, quand son père, ivre de haine, faisait fusiller devant ses yeux son meilleur ami. Mais de cette flambée magnifique, il ne reste, sur le tard, que le goût d'avoir tout subjugué, tout réussi et tout renoncé. Il n'aime plus rien ni personne, que le travail pour le travail, serviteur d'un Etat dont il méprise tous les rouages en même temps qu'il les anime et d'une humanité qu'il regarde comme un cortège de singes ineptes, conscient d'avoir rempli son amer destin, qui était de connaître et de montrer la toute-puissance d'une volonté — d'ailleurs sans justification — et d'un Etat — d'ailleurs sans doctrine - sur un monde, d'ailleurs absurde.

L'agression prussienne et la guerre de Succession d'Autriche.

En perpétrant, à la mort de Charles VI, son agression de Silésie, Frédéric1 avait mis en question tout le statut de l'Europe. Il s'agissait de savoir si celle-ci serait encore capable de défendre son équilibre, seul principe qui lui restât. Le coup du roi de Prusse, loin de susciter la résistance que tout corps en tombant détermine dans un milieu homogène, ranima les passions diverses qu'on croyait refrénées par les paix de 1713 et 1740. On flétrissait Frédéric mais on aspirait à l'imiter, comme un crime dans un quartier suscite les discours moraux et débonde les perversités sommeillantes. La faiblesse même de Marie-Thérèse<sup>2</sup>, orpheline désemparée, ravivait la vieille haine des Français contre les Habsbourg, le souvenir toujours cuisant de la succession bourguignonne et les dangers encourus de Pavie à Malplaquet. On voulait venger sur la fille de Charles VI l'injure perpétrée par la fille de Charles le Téméraire. L'Autriche fait alors dans Paris le plein des hostilités. Elle a contre soi - concours bien rare - les amis de l'Espagne qui reprend les rêves d'Alberoni et les ennemis des jésuites qui détestent en Marie-Thérèse la « disciple d'Ignace ». Rarement l'opinion française fut aussi unanime qu'en faveur de la politique austrophobe et prussophile, dont les inconvénients, si graves dans l'avenir, furent immédiatement manifestes. L'illusion était tellement forte, elle se révéla tellement tenace, que pour retenir la France Frédéric n'eut à faire aucune concession ; il lui suffit de payer ou de flatter une poignée de publicistes. Seuls Louis XV et Fleury tentèrent de résister au courant : il les emporta. Le roi et son ministre voyaient bien le danger d'abaisser l'Autriche quand celle-ci avait cessé d'être en Europe un facteur de subversion pour y devenir un élément essentiel de conservation; ils voyaient le danger de ruiner le droit public en déchi-

<sup>1.</sup> Frédéric II le Grand: 1712-1786. (1740: roi de Prusse. 1756: traité de Westminster. 1779: guerre de Succession de Bavière. 1785: Fürstenbund (Ligue des princes.)

<sup>2.</sup> Marie-Thérèse d'Autriche: 1717-1780. (1740: impératrice d'Autriche. 1740-1748: guerre de Succession d'Autriche. 1748: rétablissement de la pragmatique sanction, traité d'Aix-la-Chapelle, abandon de la Silésie. 1741: compromis avec la Hongrie. 1765: couronnement de son fils Joseph II. 1772: premier partage de la Pologne.)

rant, sans motif, et même sans prétexte, la pragmatique sanction à laquelle tous les souverains d'Europe avaient souscrit. Mais on eût dit que, dans Paris, le respect des traités fût devenu contraire à l'honneur national. Le maréchal de Belle-Isle, chef des partisans de la guerre, et que Fleury, pour l'éloigner, avait envoyé comme plénipotentiaire à Francfort, en était venu à supplier le roi de Prusse de permettre à la France une intervention dont le roi de Prusse se trouvait le premier bénéficiaire. Belle-Isle triompha. 40 000 soldats français descendirent la vallée du Danube pour faire donner à l'électeur de Bavière la couronne impériale; tandis qu'une autre armée s'installait en Westphalie. L'Autriche semblait toute proche du démembrement.

Les Français avaient redouté d'abord les manques à gagner que le juridisme prudent de Fleury impliquait; ils apprirent bientôt à connaître les risques que le mépris des traités comporte pour chacun.

Marie-Thérèse montra une fermeté qu'on n'attendait ni de son sexe, ni de son âge. Elle obtint des féodaux magyars une armée qui non seulement défendit l'Autriche et la Bohême, mais bientôt menaça la Bavière. Elle obtint d'autre part le concours britannique. L'Angleterre n'avait pas vu sans plaisir le déclenchement de la guerre. Exaspérée par l'essor commercial de la France, elle s'était réjouie de ce que Belle-Isle enlisât le royaume dans les fondrières d'Allemagne. Encore fallait-il que l'aventure ne tournât pas à la gloire de Louis XV, et que Frédéric II ne s'emparât point du Hanovre. Elle leva donc une « armée pragmatique » qui battit l'armée française.

Marie-Thérèse profita de ces conjonctures opportunes pour traiter avec Frédéric. Elle lui abandonna la Silésie afin de sauvegarder le reste de son héritage. Frédéric se hâta d'accepter; il sentait que la nation germanique ne lui pardonnerait pas de laisser les Français s'implanter en Bohême. Tout se passa comme s'il n'eût excité Belle-Isle que pour le mieux humilier: le général français évacua, non sans hâte, la Bohême, et on dut le féliciter d'avoir ramené intacte, grâce à ses talents militaires, l'armée que son imprudence politique avait mise à deux doigts de l'anéantissement. Les Français d'ailleurs n'en voulurent pas à Frédéric de sa trahison envers eux; ils reportèrent

leur rancune sur Fleury. La retraite de Bohême ne froissa pas l'amour-propre, si chatouilleux, de la nation; mais on ne put souffrir que le vieux cardinal offrît l'amitié de la France à Marie-Thérèse et que celle-ci divulguât sa lettre. La guerre continua donc. Les armées franco-espagnoles furent battues en Italie par les armées autrichiennes. L'étendue même du succès de Marie-Thérèse inquiéta Frédéric; il reprit contre elle les hostilités. Il se trouvait donc, pour la seconde fois, l'allié de Louis XV. Pour la seconde fois, il conclut sans lui une paix séparée. L'empereur Charles VII venant à mourir, Marie-Thérèse posa à sa succession la candidature de son mari, François de Lorraine. Frédéric n'y faisant pas obstacle, l'opposition française demeura inefficace. Le seul résultat positif obtenu par Belle-Isle avait été d'évincer les Habsbourg de l'Empire: et ce gain même était perdu.

Malheureux contre Marie-Thérèse, Louis XV remporta, du moins, de grands succès sur l'Angleterre. Maurice de Saxe, placé à la tête des armées françaises par la perspicacité royale, écrasa les Anglais à Fontenoy, à Rocroi, à Rocoux, à Lawfeld. Il prit Berg-of-Zoom, investit Maëstricht. Aucun obstacle ne s'opposait plus à sa marche victorieuse. Le gouvernement de Londres était contraint à traiter, et Louis XV en mesure de s'établir dans les Pays-Bas, s'il le voulait.

#### Louis XV et la paix d'Aix-la-Chapelle.

Il ne le voulut pas. Il apporta aux négociations d'Aix-la-Chapelle une modération qui a surpris et même choqué ses contemporains. La France le lui reprocha d'autant plus que Frédéric y attisa davantage l'esprit de revendication. « On paraissait, disait-il, solliciter la paix de ceux à qui on était en passe de la donner. » Il semblait oublier qu'il venait d'agir luimême à Dresde comme Louis XV à Aix. Sans doute avait-il ses raisons pour souhaiter que le conflit anglo-français et le conflit austro-français se prolongeassent. Louis XV avait, sans doute, les siennes pour préférer à un traité d'annexions et de violence une paix susceptible de restaurer en Europe la concorde, avec l'équilibre.

D'abord, il était moins victorieux que ne prétendait Frédé-

ric. Ecrasée sur terre, dans les Flandres, l'Angleterre ne l'était pas sur mer. Elle avait perdu Madras, mais elle avait pris Louisbourg et sa flotte dominait la flotte française: si l'armée française, d'autre part, était victorieuse au nord, elle était battue au sud par l'Autriche.

Mais la décision de Louis XV fut, sans nul doute, dictée plus par sa doctrine politique que par la conjoncture militaire. Il n'oubliait pas que les victoires mêmes de Louis XIV n'avaient pas établi solidement la domination française sur les provinces belges, pour la défense desquelles la coalition de l'Empire, de la Hollande et de l'Angleterre se formait presque sans efforts et se maintenait sans failles. Louis XV pensa que si l'Angleterre inclinait à se rapprocher de la France, il ne fallait pas rendre ce rapprochement impossible et que, dans le cas beaucoup plus probable où elle voulait poursuivre l'abaissement du royaume, il fallait avant tout empêcher qu'elle ne reconstituât le système d'alliances monté par Guillaume d'Orange contre Louis XIV.

Louis XV n'avait jamais cru à la valeur de son alliance avec Frédéric le Grand; il ne croyait pas davantage à la paix qu'il concluait avec George II <sup>1</sup>; aussi ne voulait-il pas rendre inexpiable son conflit avec Marie-Thérèse. Or, si Maurice de Saxe avait battu dans les Flandres une armée anglaise, c'était à Marie-Thérèse que les provinces conquises appartenaient. Le dépit même du roi de Prusse montrait à la fois sa propre perspicacité et celle de Louis XV. L'événement prouva bientôt que Versailles avait trop raison, et de craindre l'Angleterre et de prévoir un rapprochement anglo-prussien.

Le traité d'Aix-la-Chapelle, qui cherchait à parer aux guerres futures, donnait à la paix et à l'ordre européen une chance suprême. Chacun pouvait en accepter les stipulations sans sacrifier aucun intérêt vital. La France et l'Autriche avaient fait l'une et l'autre la preuve de leur modération; la Prusse, elle-même, semblait avoir assouvi ses appétits. L'Angleterre pouvait revenir d'autant mieux à la politique de Walpole qu'elle sortait sans dommage de l'aventure où les adversaires de Walpole l'avaient engagée.

<sup>1.</sup> George II: 1683-1760. (1727: roi de Grande-Bretagne et d'Irlande. 1742: Walpole abandonne le pouvoir. 1745: bataille de Fontenoy. 1746: William Pitt, 1708-1778, entre au gouvernement. 1746: bataille de Culloden. 1756: W. Pitt secrétaire d'Etat. 1756-1763: guerre de Sept Ans. 1761: W. Pitt abandonne le pouvoir.)

La cause de la paix fut perdue néanmoins, et la prudence française ne put éviter l'aggravation de la crise générale.

#### Les rivalités coloniales et la furie anglaise.

C'est que l'Europe ne subissait pas seulement une révolution technique, politique, spirituelle : son infrastructure physique se trouvait en quelque sorte modifiée. Le développement de ses colonies, le développement de sa population la tiraient hors de soi, vers les « îles », loin du bassin méditerranéen qui l'avait formée.

Aussi Louis XV cherchait-il en vain à réduire les antagonismes traditionnels; des antagonismes nouveaux s'exaspéraient dans les Amériques. L'Angleterre ne supportait pas le développement industriel et commercial de la France. Elle ne supportait pas que l'Espagne conservât l'empire, encore immense, que les traités d'Utrecht lui avaient laissé. Les aventuriers commerciaux de la Compagnie des Indes, les grands navigateurs dont Anson fut un moment le plus populaire, et Cook le plus illustre, l'enivraient de concupiscence; les traités, dont elle avait été l'inspiratrice, lui pesaient plus qu'à ceux à qui elle les avait dictés. Le pacifisme de Stanhope et de Walpole était loin. Les Anglais, qui, en 1711, regardaient les guerres comme néfastes à leur commerce en Europe, en 1750 les regardaient comme nécessaires à leurs entreprises coloniales. Leur excitation fut si forte qu'elle leur dissimula ce qu'il y avait de tragique à se battre pour rompre des équilibres qu'on avait soimême établis et qu'il faudrait, après les avoir rompus, rétablir par une nouvelle série de conflagrations.

Ils ne furent même pas troublés par les contradictions que leur politique impliquait. Ils ne songèrent pas que ce domaine colonial, auquel ils sacrifiaient la paix de l'Europe, c'était l'Europe qui l'avait fondé et qu'il deviendrait précaire, dans la mesure où les solidarités qui l'avaient établi tendraient à se rompre. Ils voulaient étayer leur prospérité à la fois sur l'élimination des Européens et sur la ruine des peuples de couleur, oubliant qu'ils auraient besoin des peuples coloniaux contre leurs adversaires d'Europe, et plus encore de leurs adversaires d'Europe contre les peuples coloniaux. Ils ne voyaient pas, ce

### Emmanuel Berl HISTOIRE DE L'EUROPE

#### La crise révolutionnaire

Ce troisième et dernier volume de la célèbre *Histoire de l'Europe* est resté inédit jusqu'à ce jour. Emmanuel Berl y peint une crise qui débute vers 1740. L'équilibre de l'Europe classique va être détruit. Le triomphe de la raison s'accompagne de la croissance de l'Etat. La révolte féodale, la fin de la monarchie absolue, l'avènement du libéralisme démocratique sont autant de signes que désormais l'Etat ne semble plus fait pour la Nation, mais la Nation pour l'Etat. Emmanuel Berl poursuit avec la Première République et le 18-Brumaire. L'Etat est devenu dictatorial.

Succédant à vingt-trois années de guerre, le congrès de Vienne traite l'Europe comme une grande malade et instaure le «concert européen» qui va assurer la paix pour cinquante ans. Mais lorsque les émeutiers de 1848 brûlent l'hôtel de Metternich, à Vienne, c'en est fait de l'Europe dynastique. L'Europe «nationalitaire» commence. La nouvelle crise révolutionnaire, le progrès mécanique, et jusqu'aux idéologues, vont assurer la toute-puissance de l'Etat, sa dictature. Mais chaque renforcement des Etats occidentaux, des empires qu'ils construisent, coïncide en fait avec le déclin de l'Europe et la montée d'autres parties du monde. C'est que, de tout temps, montre Emmanuel Berl, «l'Europe paraît éprouver une sorte de répulsion envers l'unité». Analyse pessimiste qui mérite toujours d'être méditée.

